L'ACQUISITION DE LA NATIONALITE TURQUE

Hicri FİŞEK

L'acquisition de la nationalité turque a été régie par trois lois successives:

La première qui fut promulguée en 1869, sous l'Empire Ottomane, portait le titre de "La Loi sur la Nationalité Ottomane" "Tâbiyeti Osmaniye Kanunnamesi". Cette loi, en neuf articles, était loin de satisfaire aux besoins d'un Empire qui s'étendait sur un vaste territoire et dont la population présentait une grande variété de race, de religion et de langue. Cette loi est la première qui ait été promulguée en pays musulmans. Elle présentait bien des défauts, mais elle marquait le passage de l'idée de communauté religieuse (*ümmet*) à l'idée de nationalité, au sens moderne du terme. La Loi sur la Nationalité Ottomane fixait tant bien que mal la nationalité d'origine basée sur le *jus sanguinis* et elle réglait la naturalisation, la perte volontaire de la nationalité, la déchéance et l'effet de mariage sur la nationalité.

La seconde loi sur la nationalité est l'oeuvre de la jeune République Turque: elle fut mise en vigueur le 1^{er} janvier 1929 et fut appliquée, avec quelques modifications sans grande importance, jusqu'en 1964. Cette loi (Loi No. 1312) est beaucoup plus complète que la précédente. Mais elle pêche avec l'exégération dans ses dispositions relatives à l'acquisition de la nationalité turque et aux raisons de sa déchéance.

La troisième loi sur la nationalité est celle qui est entrée en vigueur le 19 mai 1964 (Loi No. 403). Cette loi, dont nous essaierons de résumer les dispositions concernant l'acquisition de la nationalité, trouve sa base constitutionnelle dans l'art. 54 de la Constitution de 1961. En effet cet article dispose que:

“Toute personne liée à l’Etat Turc par le lien de la nationalité est Turque.

“L’enfant né de père ou de mère turcs est Turc. La nationalité de l’enfant né de père étranger et de mère turque est définie par la loi.

“La nationalité s’acquiert dans les conditions prévues par la loi.....”.

La LNT (Loi sur la nationalité turque, No. 433) est divisée en trois chapitres portant sur 1) l’acquisition de la nationalité, 2) la perte de la nationalité, 3) La preuve de la nationalité et le contentieux.

Nous nous bornerons à l’étude du premier chapitre en nous conformant, autant que possible, au plan de la loi.

La nationalité turque peut être acquise par le seul effet de la loi ou par décision de l’autorité compétente ou bien encore par option.

I. L’ACQUISITION DE LA NATIONALITE PAR LE SEUL EFFET DE LA LOI

La filiation, la naissance en Turquie et le mariage avec un Turc sont les modes d’acquisition de la nationalité turque par le seul effet de la loi, (quand les autres conditions prévues par la loi sont respectées), c’est-à-dire sans qu’aucune autorité quelconque n’intervienne pour conférer cette nationalité.

A. *La filiation*: Les trois premiers articles de la LNT sont consacrés à l’acquisition de la nationalité turque par filiation légitime, illégitime ou “artificielle”.

1) La filiation légitime qui lie l’enfant à un père turc, lui confère la nationalité turque sans considération pour le lieu de naissance. Si cette filiation est le résultat d’une légitimation, l’enfant sera considéré comme Turc depuis le moment de sa naissance (LNT art.2).

2) Un enfant légitime né de mère turque acquiert la nationalité de sa mère au moment de sa naissance s’il ne peut obtenir la nationalité de son père du fait, de l’apatridie ou bien à cause des dispositions de la loi nationale de celui-ci.

3) Un enfant illégitime né de père turc n’acquerra la nationalité de son père que si la filiation est établie selon les dispositions

du Code Civil Turc, c'est-à-dire par reconnaissance ou par un jugement déclaratif de paternité et quand cette filiation est établie, l'enfant est considéré comme Turc à partir de moment de sa naissance.

4) Un enfant illégitime né de mère turque acquiert la nationalité de sa mère au moment de sa naissance, puisque la filiation illégitime à l'égard de la mère s'établit par le seul fait de la naissance (CCT art. 290).

Cette disposition concernant l'acquisition de la nationalité turque par un enfant né d'une mère turque montre que le législateur n'a pas voulu conférer la nationalité de la mère à l'enfant parce qu'il est né d'une nationale, mais seulement dans le but d'éviter les cas d'apatridie. La loi turque, en effet, ne confère pas la nationalité turque à un enfant légitime né d'une mère turque s'il acquiert la nationalité du père étranger. D'autre part, l'enfant qui a obtenu la nationalité turque en raison d'une filiation illégitime qui le lie à une mère turque peut répudier cette nationalité s'il obtient celle de son père après sa naissance (LNT art. 27 al.a) Nous pouvons voir dans cette mesure le souci constant du législateur de prévenir et d'éliminer les cas d'apatridie.

5) L'adoption n'a en principe, aucun effet sur la nationalité de l'adopté, mais dans certains cas prévus à l'article 3 de la LNT, l'adopté obtient la nationalité de l'adoptant turc. Ceci ne possible que lorsque l'adopté est mineur et que l'une des conditions suivantes existent:

a. L'adopté est apatride,

b. Les parents de l'adopté sont inconnus ou introuvables.

B. *La naissance en territoire turc*: La loi ne confère la nationalité turque de *jure soli* qu'exceptionnellement. L'article 4 de la LNT prévoit, en effet, que les enfants nés en Turquie sont Turcs à partir de leur naissance s'ils ne peuvent obtenir la nationalité de leur parents au moment de leur naissance. Cette impossibilité d'acquérir la nationalité des parents peut naître de différentes raisons, toutes seraient susceptibles de provoquer des cas d'apatridie, si l'article 4 de la LNT n'existait pas. Cette impossibilité d'acquérir la nationalité des parents peut être le résultat de l'apatridie de ceux-ci ou de dispositions de leur loi nationale attachée uniquement au principe du *jus soli* (cas où la nationalité est re-

fusée aux enfants nés hors du territoire national). Enfin cette même impossibilité se présente lorsque les parents de l'enfant sont inconnus.

Quant aux enfants trouvés sur le territoire turc, ils sont considérés comme nés en Turquie jusqu'à preuve contraire; ils acquièrent donc la nationalité turque de *jure soli*.

Il faut ajouter à ce groupe, les enfants nés en Turquie de parents étrangers, sans qu'il soit possible d'établir juridiquement leur filiation.

C. *Le mariage*: Une étrangère qui épouse un Turc n'obtient pas la nationalité de son mari, sauf si elle déclare selon les termes de l'article 42 de la LNT, qu'elle désire acquérir cette nationalité. Cette déclaration doit être faite au moment de la célébration du mariage si celui-ci a lieu devant une autorité turque. Dans le cas où le mariage est célébré par une autorité étrangère, cette déclaration doit être effectuée par écrit dans le mois qui suit le mariage et doit être adressée à l'autorité turque chargée d'enregistrer l'acte de mariage.

Si l'étrangère qui épouse un Turc est apatride ou si elle perd sa nationalité à cause de ce mariage, selon les dispositions de sa loi nationale, elle acquiert *ipso facto* la nationalité turque sans être tenue d'en faire la demande.

Nous pouvons donc dire que le mariage n'a d'effet sur la nationalité de la femme étrangère que pour l'empêcher de tomber dans l'apatridie ou pour satisfaire à son désir d'obtenir la nationalité de son mari.

Si les conditions susmentionnées et prévues par la LNT existent le mariage putatif entraîne aussi l'acquisition de la nationalité turque et l'annulation de ce mariage n'est pas considérée comme une raison de perte de la nationalité, si la femme est de bonne foi (LNT art. 5 al.2). Cette disposition de la LNT est en accord avec les termes du Code Civil Turc qui prévoit dans son article 126 que "La femme qui a contracté mariage de bonne foi est, nonobstant le jugement de nullité, maintenue dans la condition qu'elle avait acquise par son mariage".

Quant aux enfants nés d'un mariage putatif, ils garderont la nationalité turque, même si les parents sont de mauvaise foi

(LNT art.5 al.3). La LNT est, de nouveau, en accord avec les dispositions du Code Civil Turc (CCT art. 125).

Quand la femme étrangère obtient la nationalité turque du fait de son mariage avec un Turc, les enfants mineurs nés de celle-ci, avant le mariage en question, obtiennent la nationalité turque si leur père est mort ou inconnu ou apatride, ou si l'enfant lui-même est apatride ou bien encore si la mère détient la puissance paternelle. Dans le cas où le père de l'enfant est mort et où la mère détient la puissance paternelle, l'enfant ne peut acquérir la nationalité que si sa loi nationale ne s'y oppose pas.

II. L'ACQUISITION DE LA NATIONALITE PAR DECISION DE L'AUTORITE COMPETENTE

La loi prévoit sous le titre d' "acquisition de la nationalité par décision de l'autorité compétente" la naturalisation -ordinaire et exceptionnelle- et la réintégration.

A. *La naturalisation ordinaire*: La naturalisation reste, dans ses grandes lignes, ce qu'elle était dans la loi de 1929. Les conditions requises par la loi de 1964 sont un peu plus détaillées que celles prévues par les lois précédentes. En effet, les étrangers ayant les qualifications suivantes peuvent être naturalisés par décret:

1. L'étranger qui demande la naturalisation doit être majeur selon les termes de sa loi nationale.

Si la personne qui demande la naturalisation est apatride, l'âge de sa majorité sera déterminé par la loi turque. La solution qui consiste à soumettre l'âge de la majorité d'un apatride à la loi turque (la loi du domicile) est conforme à la solution adoptée par la doctrine turque pour déterminer la loi qui doit régir le statut personnel des apatrides.

2. La personne qui demande sa naturalisation doit être domiciliée en Turquie pendant, au moins, les cinq années qui précèdent le dépôt de la demande de naturalisation.

La LNT, dans son article 9, donne la solution d'un probable conflit de qualification qui peut se présenter sur le concept de domicile. En effet, selon l'art. 9, al.1, la résidence en Turquie en conformité avec les lois turques sera considérée comme domicile. Les absences de courte durée, ne dépassant pas six mois au

total, doivent être ajoutées à la période de résidence en Turquie, obligeant ainsi l'intéressé à séjourner réellement dans le pays pendant cinq ans. Si le total du temps passé à l'étranger est supérieur à six mois, une nouvelle période de cinq ans est exigée par la loi.

Si la résidence en Turquie de l'étranger qui demande la naturalisation, répond en même temps aux exigences du Code Civil Turc (c'est-à-dire si cette personne habite en Turquie avec l'intention de s'y établir) ses absences sont considérées plus libéralement. En effet, les voyages à l'étranger pour des raisons reconnues sérieuses, telles que l'éducation, la maladie ou tout autre cas de force majeure n'interrompent pas la durée de résidence en Turquie, même si le total du temps passé à l'étranger est supérieur à six mois.

3. Le requérant doit avoir confirmé par son attitude, sa décision de s'établir en Turquie. L'article 10, al.(c) du Règlement relatif à l'application de la LNT donne quelques exemples pouvant être considérés comme des manifestations de l'intention de s'établir en Turquie. Tels les acquisitions d'immeubles les investissements de capitaux ou le transfert en Turquie d'un centre commercial ou d'une direction d'affaire.

4. La personne qui demande la naturalisation doit être de bon moeurs. Le Règlement, mentionné plus haut, explique cette disposition de la loi en précisant que l'étranger demandant la naturalisation doit être de bonne réputation et qu'il n'a pas coutume de commettre des infractions telles que le vol, la contrebande, l'escroquerie, etc..

5. Le requérant ne doit pas être atteint d'une maladie présentant un danger pour la santé publique.

6. Il doit avoir une connaissance de la langue turque suffisante pour se faire comprendre. Cette connaissance doit être certifiée par un directeur provincial du Ministère de l'Education Nationale.

7. Le requérant doit exercer une profession ou posséder des rentes suffisantes pour lui permettre de subvenir à ces besoins et d'assurer l'entretien des personnes dont il a la charge.

B. *La naturalisation exceptionnelle*: Exceptionnellement certains étrangers peuvent être naturalisés sans être domiciliés

en Turquie et sans avoir confirmé par leur attitude l'intention de s'y établir. En effet, les personnes énumérées à l'article 7 de la LNT peuvent bénéficier de la naturalisation exceptionnelle. Ces personnes sont :

1. Les enfants majeurs des anciens ressortissants turcs, nés après que leurs parents ont perdu la nationalité turque, sans considération sur la raison qui a entraîné cette perte .

2. Les personnes qui sont mariés à un citoyen turc et les enfants majeurs de celles-ci.

3. Les personnes appartenant à l'ethnie turque, leur conjoint et leurs enfants majeurs.

4. Ceux qui sont établis en Turquie en vue d'épouser un citoyen ou une citoyenne turc. Cette disposition est difficile à comprendre et susceptible d'entraîner des fraudes. Les explications données par le Règlement sont loins d'être satisfaisantes. En effet, selon les termes dudit Règlement, peuvent être naturalisés exceptionnellement ceux qui ont commencé à vivre comme mari et femme et qui ont des enfants issus de ce concubinage. De même, ceux qui ont manifesté l'intention d'épouser un Turc (ou une Turque) peuvent bénéficier des dispositions relatives à la naturalisation exceptionnelle. Nous pensons que le concubinage ou les fiançailles avec un national ne doit pas être considéré comme une raison suffisante pour obtenir la naturalisation exceptionnelle.

5. Ceux qui ont importé des installations industrielles ou qui ont rendu ou qui vont rendre des services exceptionnels à la Turquie dans les domaines social, économique, technique ou artistique.

6. Toute autre personne dont la naturalisation est jugée nécessaire par le Conseil des Ministres.

C. *Effets de la naturalisation*; En règle générale, la naturalisation n'a aucun effet sur la nationalité de l'épouse du naturalisé, mais si celle-ci est apatride, elle obtient d'office la nouvelle nationalité de son mari.

Par contre la naturalisation d'une personne a un effet collectif sur ses enfants mineurs. Cet effet collectif est réglé d'une façon différente suivant que la personne naturalisée est le père ou la mère. En effet, les enfants mineurs obtiennent la nationalité

turque en raison de la naturalisation de leur père, sans aucune restriction. Tandis que les enfants mineurs d'une étrangère naturalisée ne peuvent obtenir la nouvelle nationalité de leur mère que si leur père est mort ou inconnu ou apatride, ou si l'enfant elle-même est apatride ou si sa mère déterient la puissance paternelle à condition que la loi nationale de l'enfant ne contienne pas de dispositions empêchant celui-ci d'obtenir la nouvelle nationalité de sa mère.

D. *La réintégration*: Ceux qui ont perdu la nationalité turque selon les dispositions de la LNT peuvent être réintégrés par décret à l'exception de ceux qui ont été déchus de la nationalité turque selon les dispositions de l'art. 35 de la LNT.

III. L'ACQUISITION DE LA NATIONALITE TURQUE PAR OPTION

Les articles 12 et 13 de la LNT donnent la possibilité d'opter pour la nationalité turque à certaines personnes, qui sont pour le plupart, des anciens ressortissants turcs.

A. *Les enfants mineurs qui avaient perdu la nationalité Turque*: Ce titre, qui est celui de l'art. 12 de la LNT, ne s'accorde pas exactement avec le contenu de l'article. En fait, l'alinéa (a) de cet article concerne les personnes qui n'ont jamais obtenu la nationalité turque.

Les personnes suivantes peuvent obtenir la nationalité turque par option, c'est-à-dire par simple demande écrite, sans qu'une autorité quelconque intervienne:

1. Ceux qui sont nés d'une mère turque sans pouvoir obtenir la nationalité de leur mère.

2. Les mineurs qui ont perdu la nationalité turque en même temps que leur mère selon les dispositions des articles 30 et 37 de la LNT¹.

3. Les enfants mineurs qui ont perdu la nationalité turque parce que leur mère ou père ont perdu cette nationalité selon les dispositions des articles 32 et 36 de la LNT.

¹ L'article 30 prévoit que dans certains cas les enfants perdent la nationalité turque en même temps que leur mère du fait de son mariage avec un étranger.

Quant à l'article 37, il dispose que les enfants devenus Turcs, en raison du mariage de leur mère avec un Turc perdront cette nationalité si leur mère perd elle-même la nationalité turque selon les termes de la LNT.

Les personnes mentionnées aux paragraphes (1), (2), et (3) peuvent obtenir la nationalité turque en faisant la demande dans l'année qui suit leur majorité selon les dispositions du Code Civil Turc.

B. *L'ancienne citoyenne turque*: La femme qui a perdu la nationalité turque à cause de son mariage avec un étranger peut obtenir cette nationalité par option dans les trois années qui suivent la date de la fin de l'union conjugale.

C. *Effets de l'option*: L'époux et les enfants des personnes mentionnées dans le paragraphe (A) obtiennent la nationalité turque selon les dispositions des articles 15 et 16, c'est-à-dire sous les mêmes conditions que les effets de la naturalisation.

Les enfants mineurs de l'ancienne citoyenne turque qui ont perdu leur nationalité en raison de mariage de leur mère avec un étranger, obtiennent la nationalité turque par l'effet de l'option de leur mère en faveur de la nationalité turque.

Quant aux enfants mineurs de l'ancienne citoyenne turque, issus du mariage qui lui a fait perdre sa nationalité, ils obtiennent la nationalité turque par l'effet de l'option si leur père est mort ou inconnu ou apatride, ou si l'enfant lui-même est apatride ou bien encore si la mère détient la puissance paternelle.